HAL
open science

De la plainte légale à la subversion environnementale : L'aménagement des rivières dans l'Espagne franquiste (Aragon, 1945-1979)

Pablo Corral-Broto

To cite this version:

Pablo Corral-Broto. De la plainte légale à la subversion environnementale : L'aménagement des rivières dans l'Espagne franquiste (Aragon, 1945-1979). Vingtième siècle. Revue d'histoire, 2012, 113, pp.95-105. hal-02047517

HAL Id: hal-02047517

https://hal.science/hal-02047517v1

Submitted on 25 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

De la plainte légale à la subversion environnementale

L'aménagement des rivières dans l'Espagne franquiste (Aragon, 1945-1979)

Pablo Corral Broto

Alors que l'Espagne franquiste mettait en avant son désir de moderniser et d'industrialiser le pays, les résistances et les protestations causées par sa politique d'aménagement des rivières en Aragon constituèrent une occasion de fédérer des mécontentements dont les accents devinrent rapidement politiques. En travaillant sur les différentes échelles de mobilisation, l'auteur démontre que la politisation de la question hydraulique fut un des leviers décisifs de la lutte contre le régime, à partir d'une nouvelle conceptualisation de « l'injustice environnementale ».

Entre la fin de la guerre civile espagnole (1939) et la disparition des dernières autorités locales de la dictature franquiste en 1979 [1], le programme espagnol d'industrialisation nationale a entraîné des conflits dans le domaine de l'accès à l'eau et particulièrement d'une eau de qualité. Les agriculteurs et le monde rural en général se sont alors retrouvés en concurrence avec l'industrie et les grandes agglomérations. La propagande du régime franquiste relative au mode de vie agraire cachait en effet l'élan industrialiste de l'État, stratagème employé déjà par d'autres régimes autoritaires à l'issue de la Seconde Guerre mondiale [2]. Le programme de libéralisation économique et d'intégration internationale favorisa la mise en place, à la fin des années 1950, d'un véritable modèle développementaliste, entraînant des changements dans l'usage des cours d'eau aux échelles locale, régionale et nationale [3]. Notre objectif ici est d'analyser comment, dans ce contexte de logique productiviste, l'aménagement hydraulique a acquis un caractère conflictuel capable de mobiliser la société contre un régime autoritaire. Pour cela, nous avons eu recours à une approche régionale centrée sur le cas de l'Aragon et à une sélection de sources écrites, parmi lesquelles les plaintes auprès de l'administration du pays. La variété des acteurs sociaux rencontrés dans les sources régionales, la difficulté d'accès aux sources policières des archives nationales et le fait que les dossiers deviennent

(1) Voir Manuel Ortiz, « Historiografía de la transición », *in* Manuel Ortiz (dir.), *La Transición a la democracia en España : historia y fuentes documentales, VI Jornadas de Castilla La Mancha sobre investigación en archivos*, Guadalajara, Anabad Castilla La Mancha, 2004, p. 223-240.

(2) Paul Josephson, *Resources under Regimes : Technology, Environment, and the State*, Cambridge, Harvard University Press, 2004.

(3) Voir, entre autres, Erik Swyngedouw, « Technonatural Revolution : The Scalar Politics of Franco's Hydro-Social Dream for Spain, 1939-1975 », *Transactions of the Institute of British Geographers*, 32 (1), 2007, p. 9-28 ; Vicente Pinilla (dir.), *Gestión y usos del agua en la cuenca del Ebro en el siglo XX*, Saragosse, PUZ, 2008 ; Manuel Hormigón, *La Historia de la industrialización de Zaragoza*, Saragosse, Cámara de Comercio e Industria, 1999 ; Carlos Barciela *et al.*, *La España de Franco (1939-1975) : economía*, Madrid, Síntesis, 2001.

très minces au-delà de l'échelle provinciale ont également contribué au choix de cette échelle géographique limitée[1].

L'évolution des idées relatives à la protection de la nature à l'époque franquiste a récemment fait l'objet d'un nouvel intérêt historiographique[2], complétant différents travaux d'histoire environnementale sur le développement d'actions collectives pour la protection de l'environnement dans les pays occidentaux démocratiques après 1945[3]. Sous certains régimes totalitaires, l'action environnementale contre la politique hydraulique a plutôt pris un caractère scientifique ou a été menée par les élites[4]. Cependant, dans le contexte de l'Espagne franquiste d'après-guerre, un pays sans liberté d'expression et peu avancé en matière scientifique, cette hypothèse sur le rôle central des scientifiques ne correspond pas à la situation. Notre démarche vise à saisir, des archives locales jusqu'aux archives nationales, par quels moyens les divers groupes sociaux concernés se sont imposés dans des conflits environnementaux qu'ils ont contribué à faire évoluer entre 1945 et 1979. En conséquence, nous analyserons comment s'est développée l'action environnementale au cours de ces trois décennies. Ceci permettra d'expliquer en quoi l'environnement joua un rôle dans la chute du franquisme.

Perception des inégalités et protestation légale

Les plaintes contre la pollution des eaux d'origine industrielle commencèrent en Aragon à la fin des années 1940. Elles émanaient de petits et moyens agriculteurs agissant collectivement par le biais des syndics d'arrosage (*sindicatos de riego*)[5] et des fraternités d'agriculteurs et d'éleveurs (*hermandades de agricultores y ganaderos*). Les plaintes provenaient aussi des mairies de certains villages qui ne pouvaient pas payer les frais d'épuration d'une eau désormais polluée. Les fraternités, les syndics d'arrosage et les mairies composaient le pouvoir franquiste local : tous ces organismes étaient subordonnés au parti unique, le Movimiento nacional. Ils représentaient des couches agraires traditionnelles opposées à la société industrielle naissante, phénomène déjà noté ailleurs en Europe durant la révolution industrielle[6]. Les plaintes portaient d'abord sur les dégâts quantifiables causés aux cultures ou à la « ressource piscicole » par la pollution industrielle. Elles dénonçaient également l'atteinte à la santé publique que provoquaient certains rejets industriels dans les cours d'eau. La protestation se fondait sur des valeurs collectives (santé publique, biens communs), ainsi que sur celles du libéralisme (richesse agricole, ressource piscicole, propriété), le régime franquiste n'ayant jamais attenté à la propriété privée. Par conséquent, la terminologie employée par les protestataires

(1) Sur la difficulté d'accès aux archives de l'époque analysée ici, voir Carme Molinero, « El acceso a los archivos y la investigación histórica », *Ayer*, 81, 2011, p. 285-297.

(2) José Luís Ramos, « Gestión ambiental y política de conservación de la naturaleza en la España de Franco », *Revista de historia industrial*, 32, 2006, p. 99-138 ; Miguel A. del Arco, « Was Francoism Green ? The Francoist Dictatorship and the Environment (1936-75) », 2010, travail non publié.

(3) Christof Mauch, Nathan Stoltzfus et Douglas R. Weiner (dir.), *Shades of Green : Environmental Activism Around the Globe*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2006 ; Adam Rome, « "Give Earth a Chance" : The Environmental Movement and the Sixties », *The Journal of American History*, 90 (2), 2003, p. 525-554 ; Michael Bess, *The Light Green Society : Ecology and Technological Modernity in France, 1960-2000*, Chicago, Chicago University Press, 2003 ; Sandra Chaney, *Nature of the Miracle Years : Conservation in West Germany, 1945-1975*, New York, Berghahn Books, 2008.

(4) Marie-Hélène Mandrillon, « Les voies du politique en URSS : l'exemple de l'écologie », *Annales ESC*, 6, 1989, p. 1375-1388 ; Douglas R. Weiner, *A Little Corner of Freedom : Russian Nature from Stalin to Gorbachev*, Berkeley, University of California Press, 1999 ; Judith Shapiro, *Mao's War against Nature : Politics and the Environment in Revolutionary China*, Berkeley, Cambridge University Press, 2001.

(5) Voir une définition des termes dans Alice Ingold, « Les Sociétés d'irrigation : bien commun et action collective », *Entreprises et Histoire*, 50, 2008, p. 19-35.

(6) Charles Tilly, *Les Révolutions européennes, 1492-1992*, Paris, Seuil, 1993, p. 27.

avait une dimension distributive quant à ce bien commun (l'eau de qualité), lorsqu'elle évoquait l'inégale répartition de la pollution et des dommages environnementaux[1].

Les plaintes concernant l'aménagement des rivières avaient une destination précise : le gouverneur civil, chef du parti unique et du gouvernement dans la province. Elles passaient par la voie administrative, non seulement en raison de la centralisation mise en place par la dictature, mais aussi en raison de la méfiance à l'égard de la voie judiciaire[2]. Une plainte déposée auprès du gouverneur suivait donc un chemin vertical. Du fait de la censure préalable (système auquel il fut mis un terme en 1966), la possibilité de diffusion de l'information à l'échelon local, dans la presse, était extrêmement restreinte. Par la suite, une série d'expertises faites par les délégués des ministères (Industrie, Agriculture et Pêche, Travaux publics et Direction générale de la Santé) eut lieu à la demande du gouverneur de la province. Les rapports d'expertise étaient étudiés par les commissions provinciales de services techniques (CPST), présidées par le gouverneur civil et dont l'existence devint officielle en 1958. Les avis sur la pollution des médecins, des pharmaciens, des ingénieurs agricoles ou des délégués des Travaux publics s'appuyaient sur des méthodes empiriques. Ils étaient souvent subordonnés à l'expertise effectuée par les services de l'industrie qui était, elle, rendue sans tenir compte de la réglementation existante sur la santé publique ni de la qualité des eaux[3]. Plutôt que de mesurer la pollution et de déterminer son origine, les rapports de ces services visaient à dédouaner l'industrie. Leur principal objectif était de relativiser la pollution[4]. Ces ingénieurs favorables à l'industrie plaidaient également contre le droit coutumier appliqué par les syndics, jugés « archaïques[5] ». Ils affirmaient enfin que l'obligation, pour les entreprises chimiques utilisant l'eau, de la rendre dans le même état de pureté, n'était qu'une « chimère[6] ». Ce processus d'expertise entraîna, en 1961, une réforme de l'ancienne réglementation des établissements classés, le *Reglamento de actividades molestas*, *insalubres*, *nocivas y peligrosas* (*RAMINP*). La mise en application de la nouvelle réglementation renforçait le pouvoir du gouverneur civil. Selon les juristes franquistes les plus progressistes, le *RAMINP* contenait une nomenclature « inutile[7] ». En résumé, seule la décision politique comptait pour différencier une activité nuisible d'une activité inoffensive.

Le monde rural et agricole était donc complètement démuni face au problème de la pollution. Des critiques politiques apparurent, à partir de 1955, contre les administrateurs. Les couches agraires s'opposaient à l'industrie. Malgré sa rhétorique agrarienne et ses discours en faveur de la justice sociale[8], le pouvoir fran-

(1) Fen Osler Hampson et Judith Reppy (dir.), *Earthly Goods : Environmental Change and Social Justice*, Ithaca, Cornell University Press, 1996 ; Ramachandra Guha, *Environmentalism : A Global History*, New York, Longman, 2000 ; Joan Martínez Alier, *El ecologismo de los pobres : conflictos ambientales y lenguajes de valoración*, Barcelone, Icaria, 2004 ; Manuel González de Molina, Antonio Herrera, Antonio Ortega et David Soto, « Peasant Protest as Environmental Protest : Some Cases from the 18th to the 20th Century », *Global Environment*, 4, 2009, p. 48-77.

(2) Contxita Mir, « Justicia civil y control moral de la población marginal en el franquismo de postguerra », *Historia Social*, 37, 2000, p. 53-74 ; Ana Fernández, « Franquismo, delincuencia y cambio social », Espacio, tiempo y forma : serie V, *Historia contemporánea*, 17, 2005, p. 297-310.

(3) Par exemple, le Règlement de santé municipale et provinciale (1925), le Règlement des établissements classés (1925) ou la loi franquiste sur la police des Eaux (1958).

(4) Pablo Corral Broto, « ¿Quién determina la contaminación? Saber y expertos surgidos de las protestas contra la contaminación industrial en España (1950-1961) », *in* María Candelaria Fuentes Navarro *et al*, *II Encuentro de Jóvenes Investigadores*, Grenade, Editora Universidad de Granada, 2010.

(5) Archives de la délégation du gouvernement en Aragon (ADELGA), section « Aguas », carton 4, 31 janvier 1957.

(6) ADELGA, section « Sanidad », carton 2, 3 mai 1951 ; ADELGA, section « Aguas », carton 4, 17 mars 1959.

(7) José Luís González-Berenguer, « La reforma del reglamento de Actividades molestas, Insalubres, nocivas y peligrosas », *Revista de la administración pública*, 45, 1964, p. 367-373.

(8) Carme Molinero, « Gobernar la Victoria : el reclamo de la "justicia social" en las políticas de consenso del régimen

quiste refusait de protéger les populations rurales de la pollution industrielle. Le marquis de Palmerola l'exprimait ainsi :

> « Personne n'arrive à comprendre, malgré certains soupçons, sur quelle mystérieuse force l'industrie s'appuie pour continuer à agir comme elle le fait, devant l'étonnement et les plaintes de ceux qui sont affectés par elle. Mais il est certain que, lorsque l'on arrive au gouvernement civil de Saragosse, il y a peu de chances qu'une plainte dirigée contre cette industrie aboutisse, comme il serait dû légitimement[1]. »

Le mode et les formes d'encadrement de l'action collective, la soumission à la voie administrative, les valeurs et les symboles mobilisés ne représentaient encore, à cette date, ni une opposition directe ni une mise en cause du régime. Tout au contraire, ces actions légales aboutirent à une institutionnalisation limitée de la gestion des conflits environnementaux. En effet, à la fin des années 1950[2], du fait de l'aide financière internationale en matière de développement, la dictature initia la construction de grands barrages impliquant une transformation considérable des cours d'eau, et ceci allait changer la donne.

Aggravation des dommages et transformation de l'action collective

Jusqu'aux années 1960, les négligences relatives à l'assainissement des rivières et à la protection de la santé publique furent constatées puis dénoncées par le seul inspecteur national de « santé environnementale[3] ». Malgré la nouvelle réglementation et les recommandations de créer des commissions paritaires destinées à estimer les dommages et les indemnisations[4], aucune mesure d'épuration des eaux ne fut effective. À partir de 1961, les collectivités rurales et les administrateurs de la santé publique s'aperçurent que ces dommages pourraient provoquer la disparition totale de leur mode de vie et constituaient une injustice flagrante. Même les hauts représentants agraires dans les *cortes* franquistes plaidèrent contre cette injustice :

> « L'installation des industries qui comportent une exploitation hydraulique et qui rejettent des déchets industriels dans les cours d'eau qui ont été, depuis toujours, utilisés pour l'approvisionnement des populations et, depuis un certain nombre d'années, pour l'alimentation des systèmes d'irrigation, a créé de tels problèmes qu'il s'est produit une grande inquiétude chez les habitants de ces collectivités riveraines et des dégâts extrêmement sérieux dans leurs exploitations agricoles. […] Cette situation peut, sans doute, obliger ces paysans, qui se sentent cernés, à abandonner leurs terres, leurs sources de richesse et leurs moyens de vie, avec des conséquences irréparables[5]. »

En outre, l'industrialisation et la croissance urbaine « planifiées[6] » créèrent un autre problème concernant l'utilisation des eaux de l'Èbre pendant sa traversée de l'Aragon. La construction de grands réservoirs en milieu rural s'avéra également source d'inégalités environnementales[7]. L'énorme masse d'eau stockée par le « plus grand barrage d'Europe » pour l'approvisionnement en énergie et en eau de la Catalogne industrielle et urbaine, situé sur le territoire de deux munici-

---

franquista », *Historia social*, 56, 2006, p. 93-110 ; Miguel A. del Arco, *op. cit*.

(1) ADELGA, section « Aguas », carton 4, 11 juin 1955. Nous avons réalisé toutes les traductions de cet article.

(2) Carlos Sanz, « La Ayuda al desarrollo de la República federal alemana a España (1956-1970) », *Historia contemporánea*, 1 (30), 2005, p. 179-203.

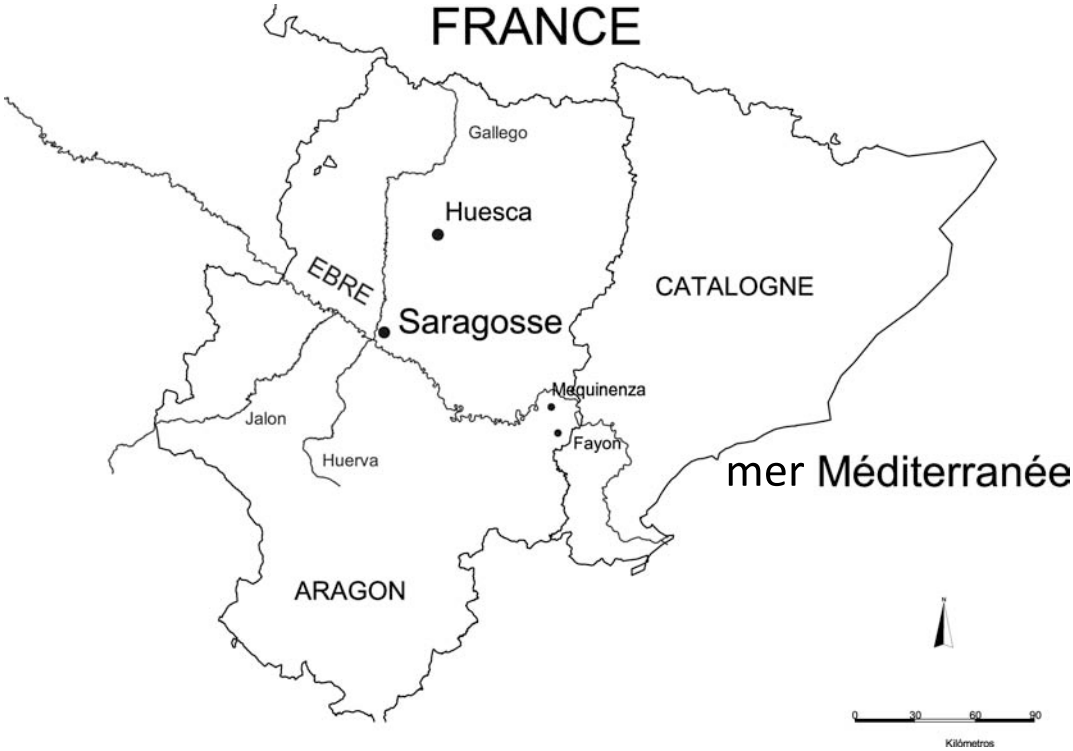
(3) José Paz Maroto, « La medicina y la ingeniería sanitaria en la sanidad ambiental : discurso de entrada en la Real Academia de medicina », *Revista de obras públicas*, 116 (346), février 1969, p. 87-108.

(4) ADELGA, section « Sanidad », carton 3, 23 mai 1958.

(5) ADELGA, section « Aguas », carton 6, 3 octobre 1961.

(6) Le premier Plan de développement quadriennal date de 1964.

(7) Gaspar Mairal, « Perder el pueblo », *Revista de antropología social*, 2, 1993, p. 185-237 ; Marisancho Menjón, *Jánovas : víctimas de un pantano de papel*, Saragosse, Pirineum, 2006.



1. Les localités concernées par les projets sur l'Èbre au début des années 1960.

palités frontalières de l'Aragon, Mequinenza et Fayon, déclencha toute une série de manifestations au début des années 1960[1]. Plus de huit mille villageois durent abandonner leurs propriétés, leurs lieux de vie et leur milieu naturel. L'entreprise hydroélectrique nationale qui construisit le barrage et qui devait l'exploiter, l'ENHER, ne leur accorda que de très faibles indemnisations, en raison du système de négociation visant à construire les nouveaux villages[2]. Dans cette négociation, la population locale fut exclue au seul bénéfice de la mairie, contrôlée par le régime. Cependant, ces compensations financières n'étaient pas seules en cause. Lorsque la construction du premier barrage, celui de Mequinenza, fut achevée en 1963, au lendemain de la catastrophe de Vajont en Italie[3], les voisins protestèrent contre la façon dont ils étaient informés sur les aspects techniques du barrage. L'entreprise cultivait le secret et répandait des rumeurs[4]. En 1967, une fissure apparut dans le barrage, ce qui confirmait le risque de rupture dû à un emplacement mal choisi : une ancienne zone minière conte-

(1) Angel Delgado, « La Colonización del Ebro : los casos de Mequinenza y Fayón y afecciones a Caspe y Chiprana », *in* Mario Gaviria (dir.), *El Bajo Aragon expoliado : recursos naturales y autonomía régional*, Zaragoza, DEIBA, 1977, p. 148-215 ; Luís Germán, « Agua y electricidad : aprovechamientos hidroeléctricos en Aragón durante el siglo XX », *in* Vicente Pinilla (dir.), *op. cit.*, p. 539-551.

(2) ADELGA, section « Aguas », carton 7, 1965.

(3) Glissement de terrain du 9 octobre 1963, après une série de mouvements de terrains du fait du remplissage du lac de barrage.

(4) ADELGA, section « Aguas », carton 6, 17 octobre 1963.

nant d'énormes poches d'air. À plusieurs reprises le maire constata la peur et la mobilisation des villageois[1]. La vie de la population locale, extrêmement démunie, était menacée (voir document 1).

Peu à peu, des actions collectives commencèrent à défier les autorités franquistes. Les habitants de Mequinenza, tout d'abord, manifestèrent publiquement. Leur slogan, « vingt-cinq ans de paix et sept ans de guerre contre l'ENHER », contestait la propagande franquiste sur le thème de la paix. Un des ingénieurs du barrage de Mequinenza dénonça les problèmes relatifs à l'emplacement choisi[2]. En 1967, lorsque des fuites se produisirent, les manifestations et les actes de désobéissance vinrent également des femmes et des enfants de Mequinenza. Même si ces manifestations ponctuelles ne réussirent pas à troubler l'ordre public, elles attestaient de la capacité de mobilisation des plaignants sous la dictature et de la mise en place d'un processus de communication plus horizontal. La même année, dans plusieurs régions espagnoles, ces actions collectives franchirent les frontières locales ; elles acquirent un caractère subversif et une certaine régularité[3]. Ce réveil social fut encouragé par les associations chrétiennes de jeunes ouvriers (*juventudes obreras cristianas*)[4] et par le parti communiste espagnol (PCE), qui stimula la résistance paysanne contre les formes autoritaires de gestion « non démocratique » des cours d'eau[5].

En somme, dans les années 1960, la demande d'une information publique sur les grands aménagements hydrauliques coïncida avec une transformation des stratégies d'action collective, dont l'impact dépassa le contexte local et l'approche sectorielle. Apparurent des initiatives visant à attirer l'attention de l'opinion publique et non plus seulement celle de la hiérarchie administrative. Les symboles mobilisés, les stratégies mises en œuvre et les acteurs impliqués montrent que l'action environnementaliste était en train d'acquérir un caractère subversif. Certes, la logique du système était toujours jugée selon l'efficacité de la répartition des ressources, mais certains indices montraient clairement l'émergence d'une inquiétude à propos des conséquences sur les générations futures. On était pourtant loin d'un grand débat public, d'une critique écologique généralisée ou d'une menace sérieuse sur le modèle de développement de la dictature.

La critique globale de la politique hydraulique et du régime

Au début des années 1970, la question de la pollution se retourna progressivement contre le régime. En 1972, un groupe paysan procommuniste aragonais, Comisiones campesinas, créé en 1969, exigea une solution démocratique à la pollution des rivières[6] :

> « Est-ce que [la météorologie de] 1971 est aussi responsable du fait que les eaux de l'Èbre, du Gallego, du Jalon et du Huerva soient polluées ? […] Avec un gouvernement populaire et démocratique, ces graves conséquences auraient été

(1) Archives municipales de Mequinenza (AMM), section « Libros de Actas », Actas 1965-1969, procès-verbal du 5 avril de 1967.

(2) AMM, section « Libros de Actas », Actas 1957-1964, procès-verbal du 8 juin 1964 ; Ángel Delgado, *op. cit.*, p. 148-215.

(3) Ana Cabana et Daniel Lanero, « Movilización social en la Galicia rural del tardofranquismo (1960-1977) », *Historia agraria*, 48, 2009, p. 111-132.

(4) *Juventud obrera*, 86, septembre 1964, et 97, août 1965. Les seules associations autonomes autorisées pendant le franquisme jusqu'en 1967 étaient celles de l'Église catholique. Par conséquent, elles disposait d'une vaste structure nationale et de moyens d'action considérables.

(5) Partido comunista de España, « El partido comunista ante los problemas agrarios hoy », *Nuestra bandera*, 53 (supplément), 1er trim. 1967, p. 16-23. Le PCE fut le parti clandestin le plus opérationnel à l'intérieur de l'Espagne franquiste.

(6) Comisiones campesinas fut la branche paysanne du plus grand syndicat communiste organisé à l'intérieur du régime : Comisiones obreras (commissions ouvrières). Pour une évaluation de la représentativité de ces partis et syndicats clandestins, se référer, par exemple, au numéro spécial « Les 25 ans de l'Espagne démocratique », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 74 (2), mars-avril 2002.

palliées et même évitées avec le soutien indiscutable de l'État[1]. »

Entre la parution de ce numéro du bulletin clandestin *Ebro* en 1972 (l'organe avait pris le nom du fleuve !) et l'année 1977, la pollution des rivières en Aragon devint un sujet politique. Divers journalistes critiques envers le régime consacrèrent des articles au problème de la pollution et à la recherche des coupables, en s'adressant littéralement à l'« opinion publique » et aux « citoyens » et en leur fournissant des informations qui relevaient de la vulgarisation scientifique[2]. Les administrateurs responsables de l'« éradication absolue de la pollution » en Aragon reconnurent leur échec, malgré certaines « mesures coercitives et de contrôle […] très actives[3] » et malgré « leurs attributions et compétences à ce sujet[4] ». Le franquisme perdait de plus en plus sa légitimité.

Les protestations contre les grands réservoirs furent renforcées par la confrontation directe avec les autorités, ainsi que par la mobilisation intense de l'opinion publique. En février 1973, le curé de la paroisse de Mequinenza, avec le soutien de trois prêtres progressistes des alentours[5], déclara publiquement qu'il refusait d'abandonner sa maison. Après plusieurs rencontres clandestines entre eux et diverses actions locales, les quatre prêtres publièrent un manifeste dans l'*Heraldo de Aragón*, le quotidien le plus vendu dans la région. Le texte s'adressait directement à l'« opinion publique ». Ses auteurs déclaraient : « Le fait qui nous donne cette force [*i.e.* être des religieux] nous avons voulu l'épuiser jusqu'aux limites légales. » Par la suite, quelques voisins essayèrent de recueillir des signatures pour empêcher l'inondation d'une partie du vieux Mequinenza, encore habité par une trentaine de familles. Tous ces faits furent qualifiés par la presse de l'époque de « désobéissance sacrée[6] ». Jamais le défi lancé aux autorités locales, au gouverneur civil et à l'entreprise publique ENHER n'avait été aussi important, ni la publicité faite autour de lui. La répression de ces actions et la destitution du prêtre alimentèrent le mécontentement envers la dictature. Un témoin racontait :

> « On a voulu faire croire que défendre leurs droits [ceux des voisins] contre l'ENHER voulait dire se mêler de la politique ou troubler l'ordre public, et lorsque, par exemple, le peuple a voulu contester le célèbre quitus auprès du Commissariat des eaux, on a essayé de recueillir des signatures, mais de nombreuses personnes n'ont pas signé, parce qu'on leur a fait peur avec des dénonciations auprès de la garde civile, et ceux qui recueillaient les signatures ont été menacés par tous les moyens possibles[7]. »

À partir de 1975, dans la zone affectée par le réservoir, il était rare de trouver des plaignants qui n'étaient pas passés à l'antifranquisme[8]. L'Unión sindical obrera (syndicat catholique socialiste), Comisiones campesinas et le milieu antifranquiste en général plaidaient contre la censure et l'action répressive de l'État, de l'Église et de l'entreprise nationale d'électricité[9]. Une troisième source de conflit, contemporaine des précédentes, était liée au projet de

(1) *Ebro*, 22, janvier-février 1972, dans ADELGA, section « Notas de la jefatura superior de policía (Ni-JSP) », carton 2.

(2) Lorenzo Martín-Retortillo, « Quieren matar un río », *Andalán*, 41, 15 mai 1974, p. 7 ; « El Ebro una cloaca », *Andalán*, 48, 1er septembre 1974, p. 8-9.

(3) ADELGA, section « Aguas », carton 15, 12 août 1976.

(4) ADELGA, section « Aguas », 13 septembre 1976.

(5) ADELGA, section « Notas del Servicio de información de la Guardia civil (Ni-SIGC) », carton 2, 3 mars 1973.

(6) ADELGA, section « Ni-SIGC », carton 2 et 3, 1973 ; ADELGA, section « Ni-JSP », carton 3 et 5 ; *Heraldo de Aragón*, 3 mars 1973 ; *Andalán*, 106, 1er février 1977.

(7) Le quitus avait été défini par le maire et l'entreprise en secret (*Andalán*, 26, 1er octobre 1973, p. 2 ; ADELGA, section « Ni-JSP », carton 5, 24 juillet 1973).

(8) *Heraldo de Aragón*, 3 septembre 1975 ; ADELGA, section « Ni-SIGC », carton 4, 3 septembre 1975.

(9) ADELGA, section « Ni-JSP », carton 5, 1973 ; ADELGA, section « Ni-JSP », carton 5, 1973.

2. Manifestation à Huesca « Pour une gestion démocratique des ressources naturelles », 27 juin 1976. (Archivo Fotográfico Andalán (Rolde) ; *Andalán*, 93, 1er juillet 1976.)

détournement de l'Èbre. Il devait conduire les eaux du bassin de l'Ebre à la plaine des Pyrénées-Orientales, en Catalogne, pour approvisionner en eau l'industrie et la croissance urbaine[1]. Lorsque le projet de détournement fut annoncé en 1974, la population aragonaise se dressa contre le gouvernement central. Ce projet mettait en péril les dotations pour l'irrigation et les investissements nécessaires à l'assainissement des villages aragonais. Après la mort du dictateur, en novembre 1975, l'opposition antifranquiste de la région utilisa des formes variées d'expression publique afin de protester sur la question des eaux : organisation de tables rondes, rassemblements de voisins, création d'associations civiles, concerts bondés, publications diverses ou manifestations[2]. La participation fut massive à l'échelle régionale (voir document 2).

L'absence d'information publique, le manque de participation sociale et l'incapacité du régime à résoudre de façon juste le problème de la pollution industrielle et des grands réservoirs furent reliés à la question du détournement de l'Èbre. Les dommages provoqués par ces aménagements ont eu un écho à l'échelle régionale, en termes identitaires et communautaires, y compris au cours des années pos-

(1) Ernesto Clar et Juan Manuel Mates, « Los abastecimientos urbanos y los usos industriales del agua », *in* Vicente Pinilla (dir.), *op. cit.*, p. 567.

(2) ADELGA, section « Ni-JSP », cartons 22-26 ; ADELGA, section « Ni-SIGC », cartons 4-5.

térieures[1]. Pour inciter la population à faire valoir ses droits, des campagnes d'information furent organisées en dépassant l'échelle locale. Elles s'adressaient aux citoyens et à l'opinion publique, comme l'avait fait le prêtre de Mequinenza. Le « saccage » et la « spoliation » des ressources aragonaises par le régime centralisateur, la « colonisation intérieure », et surtout le système d'« inégalités régionales », autant d'expressions utilisées pour critiquer la gestion des ressources naturelles par la dictature. Enfin, l'analyse en termes écologiques fut également mobilisée à cette époque. Plusieurs chercheurs antifranquistes en sciences sociales (des sociologues, des économistes, des journalistes, des juristes et des historiens) pointèrent les conséquences sociales et écologiques de la politique hydraulique sur l'environnement ainsi que sur les métropoles bénéficiaires. Ces spécialistes plaidèrent contre le détournement des eaux, contre le détournement de la main-d'œuvre et des capitaux provenant des régions les plus pauvres (des régions rurales) et destinés aux plus riches (industrielles et urbaines), voire contre l'injustice du système. Ils diffusèrent leurs études des pratiques franquistes dans des articles de presse et des ouvrages destinés au grand public[2]. L'analyse sociale s'associait donc à l'analyse environnementale.

Les intellectuels ne furent pas les seuls à s'emparer de ces idées en vue d'une action collective. En 1972, l'organe régional du parti communiste mettait déjà en rapport la construction des réservoirs de Mequinenza et Ribarroja avec les détournements[3]. Jusqu'en 1977, d'autres groupes procommunistes et le parti socialiste aragonais employèrent les mêmes termes pour décrire cette réalité et élargir la mobilisation[4]. Une faction du Front révolutionnaire antifasciste et patriote (FRAP) en parlait ainsi :

> « Ce plan [le détournement de l'Èbre], en effet, correspond au pillage avec lequel on a planifié la rentabilité des industries, les agglomérations urbaines issues de l'émigration forcée (main-d'œuvre abondante et bon marché, dépeuplement de la campagne, etc.). En résumé, la planification de toute l'économie d'un pays sur la base des intérêts de quelques-uns et aux frais des besoins de la majorité et l'imposition de ces intérêts-là, grâce à la domination politique, la répression, les quarante ans de fascisme[5]. »

Les groupes clandestins organisés en quête d'un nouveau consensus social furent donc obligés de s'emparer des conflits environnementaux. Mais le milieu universitaire fut également mobilisé grâce à des tracts et des conférences données par des associations environnementa-

(1) Sylvie Clarimont, « Les conflits pour l'eau en Europe méditerranéenne : le cas du bassin de l'Èbre (Espagne) », thèse de doctorat en géographie, Université Montpellier-III, janvier 1999.

(2) Sylvie Clarimont, « Partager les eaux de l'Èbre : la presse régionale aragonaise contre les projets de transfert », *Mélanges de la Casa Velázquez*, 36 (2), 2006, p. 149-170 ; *Andalán*, du numéro 1 (30 avril 1972) au numéro 121 (8-15 juillet 1977) ; *Esfuerzo Común*, 188 (1er mai 1974), 236 (1er janvier 1976), 236 (1er juillet 1976) ; *Triunfo*, 545 (10 mars 1973), 611 (15 juin 1974), 637 (14 décembre 1974), 658 (10 mai 1975), 666 (5 juillet 1975) et 720 (13 novembre 1976). Quant aux auteurs, voir, entre autres, Mario Gaviria et Enrique Grilló, *Zaragoza contra Aragon*, Barcelone, Libros de la Frontera, 1974 ; Lorenzo Martín-Retortillo *et al.*, *Los juristas contra el trasvase : aspectos jurídicos del trasvase del Ebro*, Saragosse, CAI, 1975 ; Mario Gaviria (dir.), *Presente y futuro del espacio pirenaico*, Saragosse, Alcrudo editor, 1976 ; Juan Domínguez (dir.), *Aragón tiene sed : el Trasvase del Ebro en la Prensa*, Saragosse, IFC, 1976 ; José Antonio Biescas, *Introducción a la economía aragonesa*, Saragosse, Alcrudo editor, 1977.

(3) ADELGA, section « Ni-JSP », carton 2, février 1972 ; *Mundo obrero*, 44 (9), 8 mai 1974.

(4) Le parti socialiste aragonais (PSA) naquit de la revue *Andalán*, l'une des sources les plus importantes pour l'étude de la transition démocratique en Aragon. Voir ADELGA, section « Ni-JSP », cartons 3 et 8 ; ADELGA, section « Ni-JSP », carton 27, 1977 ; AM de Saragosse (AMZ), section « Archivo del partido comunista de Aragón (APCA) », carton 42700, mars 1977.

(5) ADELGA, section « Ni-JSP », carton 23, avril 1976. Au même titre que pour l'ETA (groupe armé basque), Franco, avant de mourir, appliqua la peine de mort à des prisonniers du FRAP. Cette décision visait à briser le consensus social autour des groupes armés antifranquistes les plus opérationnels.

listes naissantes[1]. De la même façon, dès 1974, les associations professionnelles s'insurgèrent contre les injustices dans la gestion des cours d'eau[2]. D'autres groupes, appartenant à l'Église, continuèrent à se mobiliser face à ce type de projets[3]. Certains mouvements urbains organisés dans les quartiers ouvriers de la capitale établirent enfin des traits d'union entre ces revendications plutôt rurales et celles qui avaient trait au cadre de vie de la capitale régionale[4].

Ainsi, dans les années 1970, la question des eaux était devenue une affaire publique, jouant un rôle dans le cadre de la lutte pour la démocratie. Avant la chute du franquisme, des projets qui nourrissaient et approvisionnaient le « miracle économique espagnol » furent sévèrement critiqués. La légitimité économique de la dictature comme facteur de prospérité commença à rencontrer des résistances non négligeables aux niveaux local et régional. La question de l'opinion publique, la critique des projets en termes écologiques et l'abandon progressif de l'action légale contribuèrent sans doute à l'échec de ces nouveaux projets d'aménagement. Le rapport établi entre les dommages environnementaux et les inégalités sociales fut le ressort de l'action collective. Cette dernière avait, au cours de deux décennies, participé à l'établissement de valeurs plus universelles comme l'information publique, la transparence dans la gestion et la participation citoyenne dans la protestation environnementaliste.

Pendant les premières décennies de l'industrialisation franquiste, les plaintes et les actions environnementalistes concernant l'aménagement des rivières cherchèrent à faire valoir un droit, en suivant l'appareil légal et vertical de la dictature. Dans les années 1960, lorsque la voie légale s'avéra insuffisante et lorsque les projets des grands réservoirs entraînèrent des transformations sociales et environnementales majeures pour des communautés entières, elles firent place à une forme d'action subversive et à une mobilisation sociale horizontale et solidaire, cherchant à dépasser le contexte local et légaliste. Tout visait à situer le conflit environnemental dans la sphère publique. Après 1973, les protestations prirent une dimension supplémentaire, clairement politique : égalité des citoyens et gestion démocratique de l'environnement en étaient au cœur. La stratégie hydraulique devint un sujet essentiellement politique dans l'ensemble de cette région, capable, d'après les pratiques et les discours antifranquistes, d'avoir un impact social inouï : des villageois aux citadins de la capitale de l'Aragon, du milieu culturel et universitaire aux cercles ouvriers, en passant par le monde rural, des hommes aux femmes et des personnes âgées aux plus jeunes. Cette mobilisation sociale, au départ hiérarchisée et ensuite subversive, visait à pointer les coûts sociaux et environnementaux de la méthode « développementaliste » de l'aménagement des rivières. L'industrialisation et l'urbanisation, telles que les concevait ce régime autoritaire, s'avérèrent incompatibles avec la qualité de l'environnement et avec la justice sociale. Peu à peu, d'une injustice à l'autre, germa une critique plus approfondie des fondements du système, à partir de l'interprétation de la réalité sociale et par le biais des conceptions politiques modernes de publicité des débats, d'égalité et de citoyenneté ainsi que d'écologie. Les injustices environnementales étaient si marquées que la société aragonaise

---

(1) ADELGA, section « Ni-JSP », carton 9, 2 avril 1974 ; ADELGA, section « Ni-JSP », carton 22, 27 février 1976.

(2) AMZ, section « APCA », section « Aragón autonómico : política industrial », carton 42699, juin 1976.

(3) Archives générales de l'administration (AGA), section « Presidencia », section « Secretaría general técnica », carton 52/2099, 23 mars 1974.

(4) AMZ, section « APCA », section « Movimiento vecinal », carton 42593, mars 1976 ; Pamela Radcliff, « Associations and the Social Origins of the Transition during the Late Regime », *in* Nigel Townson (dir.), *Spain Transformed : The Late Franco Dictatorship, 1959-75*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2007, p. 140-162.

fut capable de les placer au centre de l'action. La démocratie qui débuta en juin 1977 hérita de cette exigence, aussi bien sociale qu'environnementale, à l'égard de l'aménagement des fleuves et des rivières[1].

Pablo Corral Broto, École des hautes études en sciences sociales (EHESS), Centre Maurice-Halbwachs, CNRS, 75014, Paris, France.